

Économie du développement

Cours

Marc Raffinot

Préface de Pierre Jacquet

DUNOD

En complément du manuel, **des QCM**
sont disponibles en ligne pour tester
ses connaissances, sur **www.dunod.com**

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du

Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, 2015

5 rue Laromiguière, 75005 Paris
www.dunod.com

ISBN 978-2-10-071441-4

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

T able des matières

Préface	VII
Introduction	1
1. Développement et économie du développement	5
I. La notion de développement	5
A. Le développement comme croissance pluridimensionnelle	5
B. De l'éternel retour à la croissance illimitée	6
C. De la croissance illimitée à l'expérience des limites	8
D. Du développement au développement durable	9
II. Économie du développement, économie de la croissance ?	10
A. L'analyse des spécificités des économies à faible revenu	12
B. Penser le développement : linéarité ou seuils ? Décollage et trappes à pauvreté	12
C. Le retour du refoulé : l'économie du développement source d'innovation	13
2. La mesure du développement	17
I. Mesures du développement des nations	18
A. Mesure par le PIB par tête	18
B. PIB par tête et bien-être	20
C. Différentes trajectoires des pays en développement	21
D. La mesure du développement au niveau des pays : au-delà du PIB	26
E. La vulnérabilité des économies	29
F. Les conséquences pratiques de l'approche en termes de revenu par tête : continuum et classements des pays	29
II. Mesurer le « développement » des hommes : pauvreté et inégalités	32
A. L'analyse en termes de pauvreté monétaire	33
B. Inégalité ou pauvreté relative	37
C. L'analyse multidimensionnelle de la pauvreté	39
D. Croissance et pauvreté	43
E. Croissance et inégalité	44
F. De la pauvreté au bonheur	49

3. Les approches dualistes	53
I. Le dualisme et le « décollage »	54
A. Croissance du secteur capitaliste renforcée par la présence d'un secteur non capitaliste : le modèle de Lewis	54
B. Critiques	56
C. Les modèles de Ranis et Fei	58
D. Le concept de chômage déguisé	59
II. Le dualisme et les migrations	60
A. La migration comme décision individuelle rationnelle	60
B. Les impacts de la migration	65
III. Un intrus très encombrant : le secteur informel	65
A. Un secteur informel... ou deux ?	67
B. Secteur informel et marché du travail	68
C. Le secteur informel comme base d'accumulation	69
D. Transition ou équilibre stable ?	69
4. Individus et comportements	71
I. Approche statique	71
A. Individus	72
B. Rationalité, irrationalité	74
C. Égoïsme, altruisme et pression communautaire	79
D. Échanges et marchés	84
E. Équilibre	88
II. Approche dynamique	91
A. La croissance à long terme est-elle possible ?	92
B. Les pays pauvres croissent plus vite ? Le modèle de Solow (1956)	92
C. Croissance endogène : le rôle des externalités	93
D. L'utilisation des modèles de croissance dans les pays en développement	96
E. Diagnostics de la croissance	99
5. L'économie du développement et le changement des institutions	103
I. Les approches anciennes, l'accumulation primitive et les étapes de la croissance	104
A. L'accumulation primitive	105
B. D'où viennent les entrepreneurs ?	108
C. L'extension du capitalisme hors de l'Europe	109
II. Les approches modernes du changement institutionnel	110
A. « Bonne gouvernance » et développement	111
B. Au-delà de la bonne gouvernance : la qualité des institutions	119
III. États fragiles et guerre civile	125

6. La transition démographique	127
I. Le paradigme de la transition démographique	127
II. La transition démographique dans les pays en développement	129
III. Les déterminants de la transition démographique	130
IV. Croissance démographique et développement	132
A. Malthus ou Boserup ?	132
B. Les trappes à pauvreté démographiques	133
C. Transition démographique et création d'emplois	135
D. Autres impacts de la transition démographique	135
V. Politiques démographique, changement technique et développement	136
7. L'insertion internationale des pays en développement	139
I. Commerce et développement	139
A. Pays en développement et exportations de matières premières	140
B. Évolutions de long terme : une dégradation des termes de l'échange ?	140
C. La malédiction des ressources naturelles	148
II. L'ouverture des économies et son impact	151
A. Ouverture	151
B. Ouverture et protectionnisme des pays industrialisés	152
III. Intégration financière : financement et dette des pays en développement	156
A. Le financement des pays en développement et le rationnement du crédit au niveau international	156
B. L'impact des mouvements de capitaux	160
C. Les impacts du financement extérieur dans les pays à revenu intermédiaire	162
D. Les impacts du financement extérieur dans les pays à faible revenu	162
IV. Globalisation et biens publics mondiaux	165
8. Les politiques de développement	169
I. L'État démiurge : les politiques publiques après les indépendances	169
A. L'industrialisation par substitution d'importations (ISI)	170
B. Croissance équilibrée	172
C. Croissance déséquilibrée et industries industrialisantes	173
D. Techniques modernes ou techniques adaptées ?	174

II. Le développement est le bon fonctionnement du marché : les programmes d'ajustement structurel	176
A. Les mesures et leurs modalités d'application	177
B. Les résultats	179
III. L'émergence des économies asiatiques	182
A. Politiques	182
B. Résultats	184
C. Miracle ou non ?	185
D. Les émergences asiatiques et la relecture des débats sur le développement	186
IV. Les nouvelles stratégies de développement	189
A. Le nouveau consensus de Washington et ses ambiguïtés	190
B. De la croissance pro-pauvres à la croissance inclusive	191
C. Quelles politiques pour favoriser une croissance mieux répartie ?	194
Annexe : Méthodes quantitatives	209
Conclusion	211
Bibliographie	213
Index	225

Préface

Souvent, les manuels d'économie – y compris celle dite « du développement » – font la part belle aux contenus techniques, à la présentation et à l'acquisition d'instruments scientifiques sophistiqués, permettant de traiter un nombre de données de plus en plus important sur des champs simultanés de plus en plus vastes. Et souvent, le débat qui en résulte se perd dans de savants échanges sur l'innovation dans les modèles et l'utilisation des tout derniers tests économétriques en vogue, et laisse bien peu de place aux questionnements fondamentaux sur le bien-fondé des hypothèses, la pertinence des questions de recherche traitées, ou leur importance pour répondre aux défis auxquels les acteurs de l'économie, qu'ils soient publics ou privés, sont soumis.

Ce n'est pas l'approche que propose Marc Raffinot dans ce manuel, et c'est la raison pour laquelle il mérite de figurer en tête des listes de lecture dans les écoles et universités où les questions de développement sont abordées. Marc Raffinot a entrepris la tâche herculéenne de rassembler tout un corpus de connaissances, en rendant compte des contributions françaises, et il relève ce défi avec bonheur. Tout en reconnaissant les apports de l'approche théorique, il ne la considère pas comme l'*alpha* ni l'*omega* de la réflexion, et il place la réflexion dans le contexte plus large des débats d'idées historiques et localisés. Il montre à la fois comment les développements théoriques peuvent permettre de les informer, mais aussi, parfois à l'inverse, comment ils apparaissent eux-mêmes tout à la fois comme le reflet biaisé et comme l'alibi des modes de pensée qui s'établissent et se succèdent. Il montre aussi le décalage toujours saisissant entre la succession de certitudes qui souvent deviennent des slogans, et la réalité des expériences de développement ou la richesse et la diversité des contextes locaux. On ne peut évidemment rendre justice à 280 pages dans une préface nécessairement succincte, et je me limiterai à trois messages trop souvent ignorés, que j'ai retrouvés avec plaisir tout au long de la lecture de ce manuel.

Le premier concerne la nature essentiellement multidisciplinaire du développement. On la retrouve ici non seulement dans la description des problèmes et l'évolution des idées, mais aussi dans les réflexions mêmes sur la définition et la mesure du « développement ». Cette dimension multidisciplinaire est un immense défi pour tous ceux qui s'intéressent au sujet, car elle signifie qu'aucune discipline scientifique préexistante ne peut prétendre seule en saisir l'essence.

Or, on ne sait pas bien comment combiner l'indispensable exigence de rigueur scientifique, qui appelle au recours de méthodes ayant fait leurs preuves dans un champ scientifique donné, avec la mobilisation cohérente et organisée d'éclairages hétérogènes provenant de plusieurs disciplines. Il est à ce titre remarquable que l'approche économique ait peu à peu pris une place dominante, voire exclusive, dans les diagnostics et débats internationaux. Le manuel de Marc Raffinot montre aussi à ce sujet comment les économistes, comprenant ce défi, ont cherché à y répondre – tout en préservant leur monopole de fait – par l'incursion des méthodes de l'économie dans d'autres champs, et par le développement d'approches expérimentales ou quasi-expérimentales refusant les présupposés théoriques.

Le deuxième message découle directement de ces observations. Même à travers les travaux empiriques récents subsiste la tentation du déterminisme. On veut légitimement savoir ce qui marche ou ce qui ne marche pas. On veut « aider » les pays en développement en leur expliquant quelles politiques mener, quelles sont celles qui ont obtenu des résultats dans d'autres pays (et dont on déduit qu'elles « marchent »), ou quelles sont les erreurs à éviter. Cette approche prescriptive pose à mon avis deux séries de problèmes. Tout d'abord, elle conduit à des erreurs majeures par méconnaissance de l'importance des contextes locaux, aussi bien historiques, culturels, politiques que sociaux, qui contribuent à façonner l'économie politique, le fonctionnement des institutions, les comportements des acteurs. La démarche universaliste qu'elle sous-tend est donc particulièrement mal adaptée. Mais, deuxièmement, elle méconnaît l'importance de l'apprentissage par l'erreur. L'émergence d'une « bonne politique » devrait être davantage pensée comme le résultat contextualisé d'une succession d'ajustements aux erreurs passées, seule façon de « s'approprier » les différentes composantes de ces politiques, plutôt que comme le résultat d'un transfert de connaissance des universitaires internationaux vers les dirigeants de pays dont ils prétendent traiter la pathologie. Là aussi, par sa profondeur historique, l'ouvrage de Marc Raffinot documente la façon dont ce processus d'apprentissage se produit, de fait, à l'échelle globale : la succession des « modes » traduit l'impossibilité de chacune d'entre elles de fournir « la » solution aux différents problèmes. En revanche, il ne se produit pas autant à l'échelle locale, car la tentation et la prétention de l'universalisme subsistent et la prescription de « solutions » laisse peu de place à l'expérimentation et à l'erreur.

Le troisième message consiste précisément à reconnaître l'importance du contexte. Les processus de développement sont localisés, dans le temps et dans l'espace, et il importe d'en appréhender les aspects spécifiques, au-delà des leçons qui peuvent en être généralisées. D'ailleurs, les travaux de la *Growth Commission* présidée par Marc Spence, entre 2006 et 2009, ont bien montré l'aspect idiosyncrasique des décollages passés. Une lecture critique de ces travaux peut même amener à considérer que les tentatives de tirer de ces expériences quelques traits communs fondamentaux paraissent parfois *ad hoc*, ou, comme celle qui reconnaît l'importance du « leadership » et de l'efficacité des gouvernements, bien peu opérationnelles. La conclusion qui semble s'imposer est de mettre l'accent sur les études empiriques locales. C'est cette conclusion qui fonde

au demeurant la mission d'une organisation publique internationale comme le *Global Development Network* (GDN), qui consiste à construire les capacités des chercheurs en économie et sciences sociales dans les pays en développement. Comme l'illustre bien cet ouvrage, l'importance du contexte local demeure de fait l'une des seules raisons de vraiment considérer « l'économie du développement » comme un champ spécifique au sein de la science économique – ou d'ailleurs plutôt un champ à la croisée de plusieurs sciences sociales.

Pour conclure, la lecture de ce manuel peut aussi conduire à se demander à quoi sert la connaissance scientifique. Si tout est relatif et localisé, si la complexité amène à se méfier de toute généralisation, doit-on pour autant préférer l'anecdote à la science ? La réponse, également contenue dans ce manuel, est évidemment négative. Mais il est important de réfléchir à la raison d'être de l'approfondissement scientifique. Il ne devrait pas être conçu comme une façon de prescrire des « solutions », ni, au demeurant, de mieux maîtriser les contours d'un avenir incertain. Son rôle est beaucoup plus de documenter de façon rigoureuse l'information dont disposent les décideurs au moment de prendre les décisions, d'éclairer les risques pour que ces derniers soient pris en connaissance de cause. Connaître les expériences réussies, comprendre les erreurs passées et leurs mécanismes, dans le pays comme ailleurs, est de nature à conduire à des décisions mieux informées, et, on l'espère, meilleures pour les pays et les sociétés. Cela peut aussi permettre de passer de l'approche déterministe, fondée sur l'exploration *ex-ante* du « quoi faire », à une approche plus centrée sur le « comment » obtenir les résultats recherchés dans un contexte donné. C'est aussi là tout le sens du projet de Marc Raffinot dans ce manuel, à savoir l'intégration du corpus de connaissances scientifiques à la réalité des évolutions, des expériences, et de l'histoire des idées.

Pierre JACQUET

Président de Global Development Network

New-Delhi, novembre 2014

Introduction

Comment expliquer qu'aujourd'hui encore la majorité de la population du globe vive dans la pauvreté et la précarité, alors que les progrès techniques et organisationnels semblent rendre la solution à portée de main ? Pour quelles raisons certaines parties du monde s'enrichissent-elles à des taux parfois sans précédent dans l'histoire de l'humanité, pendant que d'autres stagnent ou même régressent ?

Ce sont ces problèmes que les économistes du développement cherchent à analyser, et cela ne va pas de soi. En effet, les économistes disposent d'une discipline propre, l'économie de la croissance, qui décrit de manière rigoureusement formalisée la croissance des agrégats économiques (PIB, épargne, investissement, productivité). Parler de développement implique donc de préciser en quoi il est nécessaire de dépasser cette approche quantitative et unidimensionnelle. Cette démarche ouvre une boîte de Pandore, car les nouvelles dimensions prises en compte sont extrêmement nombreuses, et analysées par d'autres sciences sociales. L'économie du développement se livre donc à un exercice compliqué, abordant des sujets de plus en plus multidisciplinaires tout en conservant un regard d'économiste. Rien d'étonnant dans ces conditions que le manuel de référence, le *Handbook of Development Economics* publié par North-Holland entre 1988 et 2009, compte maintenant six volumes et plusieurs milliers de pages.

Cet ouvrage s'articule autour de huit chapitres.

Le chapitre 1 donne un premier aperçu de la notion de développement, qui sera complété progressivement par la suite.

Le chapitre 2 poursuit sur un plan plus technique, puisque l'économie se caractérise par des traitements quantitatifs, en présentant la construction des « mesures » du développement, dans une optique nationale ou individuelle.

Le chapitre 3 présente les analyses fondatrices de l'économie du développement, qui mettent l'accent sur la transformation structurelle. Le développement est alors pensé comme une transition par laquelle les hommes quittent le secteur traditionnel pour migrer vers le secteur moderne. Ce qui n'était pas prévu, c'est que la transition n'aboutirait pas nécessairement à la croissance d'un secteur moderne, mais que, souvent elle semble se diluer dans l'extension d'un secteur dit « informel » – le terme traduisant bien la perplexité devant ce phénomène.

Le chapitre 4 se situe dans le cadre de l'économie standard fondée sur l'individualisme méthodologique. De plus en plus, les travaux en économie du développement se rapprochent de l'approche standard, et la multiplication des enquêtes auprès des ménages permet de tester des hypothèses de plus en plus fines sur les comportements. Pour autant, ces travaux ne se situent pas dans un strict cadre néoclassique. Au contraire, ils ont tendance à mettre au jour des comportements plus complexes que prévu par la théorie simpliste (information parfaite, absence d'incertitude, comportements non contraints par des normes sociales).

La mise en évidence de comportements largement modélisés par les institutions pose le problème du changement des institutions (chapitre 5). Les économistes classiques décrivaient en ces termes l'apparition du capitalisme – une analyse complétée par la prise en compte de la dimension culturelle. Ces analyses ont été renouvelées par les travaux de la nouvelle école institutionnelle (NEI), qui mettent de plus en plus l'accent sur la dimension politique du développement, au-delà des discours sur la « bonne gouvernance ».

Le chapitre 6 analyse un aspect spécifique de la transition entre économies « traditionnelles » et modernes : le comportement démographique. Le passage de sociétés à forte mortalité et forte natalité à des sociétés où la natalité suffit à peine à compenser la mortalité mérite en effet d'être approfondi, tant ses conséquences sont profondes.

Le chapitre 7 aborde les questions d'ouverture économique, commerciale et financière. Dès son origine, l'économie du développement a mis l'accent sur l'idée que, contrairement à l'approche de Ricardo sur les avantages comparatifs, les pays en développement semblaient tirer bien peu d'avantages de leur insertion dans le commerce mondial. Même si le développement foudroyant des pays d'Asie a montré que l'ouverture maîtrisée pouvait être un puissant levier de croissance, la question reste débattue, surtout pour les pays les plus pauvres. La question de l'insertion financière se présente bien différemment pour les pays dits « émergents » et pour les pays qui restent financièrement marginalisés. Ces pays continuent à dépendre de l'aide au développement, et peu réussissent à s'en affranchir.

Enfin, le dernier chapitre aborde les questions de politique du développement. En effet, l'économie du développement n'a pas qu'un aspect analytique. Elle débouche sur des prescriptions, des recommandations pour les gouvernants. Plus précisément, l'économie du développement se caractérise par une forte présence idéologique et théorique des grandes institutions internationales : FMI, Banque mondiale, Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), organisations spécialisées des Nations unies, banques de développement, Agence française de développement (AFD), etc.

Ces organisations financent le développement et concentrent un grand nombre de chercheurs et de praticiens dans ce domaine. Dans une large mesure, ce sont elles qui fixent l'agenda de la recherche, et pas seulement à travers leurs financements. Ceci n'est pas sans inconvénients. En particulier, pour légitimer leurs actions, leurs analyses sont sujettes à des modes : développement par l'État et substitution d'importations dans les années 1960, accent sur les « besoins fondamentaux » au début des années 1970 (débouchant sur une première analyse des problèmes de pauvreté), développement par les exportations et le marché

dans les années 1980, lutte contre la pauvreté au milieu des années 1990 dans le cadre des « objectifs du millénaire pour le développement » dans les années 2000 pour déboucher enfin sur la croissance inclusive et soutenable.

Il en résulte que les recherches menées au sein de ces organisations risquent d'être biaisées par leurs objectifs opérationnels¹. Ces organisations ont cherché à limiter ce risque en mettant sur pied des bureaux d'évaluation indépendants. De plus, de grandes organisations non gouvernementales (ONG) comme Oxfam ou Médecins du Monde font davantage entendre leur voix, réussissant parfois à infléchir les orientations des organisations internationales.

Le présent manuel ambitionne d'initier les étudiants à l'économie du développement et de leur donner accès à ce corpus de recherche très vaste. Il se différencie des manuels d'économie du développement (pour la plupart en anglais) en se référant autant que possible aux travaux publiés ou traduits en français, de manière à être le plus utile possible aux lecteurs francophones. Cela ne signifie pourtant pas forcément qu'il existerait une pensée spécifiquement « francophone » sur le développement. Celle-ci a été forte (et hétérodoxe) dans les années 1950 et 1960, notamment avec François Perroux et des personnes comme Lebrat, inspirées par le catholicisme social, ainsi qu'avec des chercheurs de terrain, soucieux de confronter la théorie aux observations empiriques (groupe AMIRA, notamment). Depuis, les économistes francophones se sont insérés dans les grands courants mondiaux, et publient de plus en plus en anglais.

Les pays étudiés par l'économie du développement ne forment plus un ensemble homogène. Pratiquement, seuls les pays d'Afrique sub-saharienne (hors Afrique du Sud) avec quelques pays asiatiques (Bangladesh, Myanmar, etc.) et latino-américains (Nicaragua, Honduras, Guatemala, Bolivie, etc.) présentent encore les caractéristiques de ce que l'on considérait dans les années 1960 comme le « sous-développement » : prédominance agraire, spécialisation dans les matières premières, etc. Cette spécificité africaine, ainsi que la persistance de liens de toutes natures entre l'Europe et l'Afrique nous conduira à privilégier cette dernière dans les analyses et les exemples.

Les termes même que l'on utilise pour désigner les pays concernés sont connotés de diverses façons et posent souvent problème : pays « sous-développés », « moins avancés », « en développement », pays de la périphérie, pays du Sud, tiers-monde, etc. Il en va de même des termes couramment utilisés, comme « bonne gouvernance » ou « appropriation ».

Aujourd'hui, les spécificités des économies en développement ne déterminent plus des zones géographiques bien nettes. La pauvreté concerne aussi les pays dits développés. Ceci est tellement vrai que l'on tend à appliquer dans les pays « riches » des méthodes qui ont fait leurs preuves dans les pays en développement (par exemple, la microfinance, qui vient du Bangladesh et se développe maintenant en Afrique, dans les pays en transition comme l'Albanie, et même en France ou aux États-Unis).

1. L'audit mené à la demande de la Banque mondiale sur sa propre recherche a ainsi révélé de profondes lacunes (Cling & Roubaud, 2008).

1. **D**éveloppement et économie du développement

Ce premier chapitre présente la notion de développement, avant de s'intéresser à la façon dont l'économie du développement traite cet objet. Depuis son origine, l'économie traite de l'accumulation de richesses. Une branche particulière de l'économie s'intéresse, de manière formalisée, de la croissance de la richesse : c'est l'économie de la croissance.

Pourtant, après la Seconde Guerre mondiale, certains économistes ont éprouvé le besoin d'élargir le champ d'investigation en baptisant « développement » un champ plus vaste. Il nous faut donc d'abord examiner la notion de développement et examiner en quoi elle diffère de la croissance. Nous verrons ensuite comment la notion même de développement a évolué, passant du registre macroéconomique à un niveau de plus en plus microéconomique. Le chapitre suivant montrera comment ces approches se traduisent par des « mesures » différentes.

I. La notion de développement

A. Le développement comme croissance pluridimensionnelle

L'utilisation du terme « développement » en économie suppose de le distinguer de la croissance. La croissance serait unidimensionnelle, caractérisée par l'augmentation d'un agrégat bien défini, comme le revenu par tête. En revanche, la notion de développement désignerait un changement de structure de l'économie, voire de la société en général. Par exemple, si un pays mono-exportateur produit davantage de son seul bien exportable, il ne devient pas pour cela un pays développé : il croît, mais ne se développe pas. Ceci renvoie à une analogie avec le développement des êtres vivants : la « croissance » d'un bébé qui conserverait la même structure donnerait un monstre.

Le terme de développement est ainsi utilisé pour désigner un phénomène qui associe la croissance à des changements dans d'autres domaines de la société. Les domaines pris en compte diffèrent beaucoup suivant les auteurs. Certains mettent l'accent sur la modification des structures de l'économie (complexification, intégration des divers secteurs de l'économie). D'autres ont une approche franchement normative et considèrent que le développement devrait se traduire par une amélioration qualitative de la situation : réduction de la dépendance extérieure, de la désarticulation du tissu productif, de la pauvreté, des inégalités, etc. – même si cela ne correspond pas à l'expérience historique des pays aujourd'hui « développés ». Si ce n'est pas le cas, ces auteurs parlent de « croissance appauvrissante », de « mal-développement », etc.

Il entre dans cette distinction entre croissance et développement une part importante de subjectivité voire d'arbitraire. Nous n'observons guère de processus de « croissance » qui n'entraîne pas, dans une certaine mesure, transformation structurelle. De plus, les épisodes de changement structurel important, comme la « révolution industrielle » européenne, ou le développement chinois entamé à la fin des années soixante-dix, ne sont pas vraiment des exemples de croissance « inclusive », ayant bénéficié à tout le monde de la même manière.

Enfin, la définition du développement est souvent « téléologique » (guidée par la fin) : elle déduit les caractéristiques du « sous-développement » des différences entre les pays à faible revenu et les pays industrialisés d'aujourd'hui, comme si la fin du processus était déjà connue. Outre que les pays en développement pourraient se diriger vers des modes de fonctionnement encore inconnus (ce qui est dans une certaine mesure le cas de la Chine, avec un type original de capitalisme d'État), les différences pointées semblent souvent choisies de manière arbitraire.

Jusqu'à la chute du mur de Berlin, l'économie du développement était partagée entre des économistes qui pensaient que le développement passait par l'adoption des institutions du capitalisme, et ceux qui pensaient que les pays en développement ne pouvaient pas se développer sans adopter le socialisme. La « fin de l'histoire » annoncée par F. Fukuyama semblait avoir mis un terme à la dispute. Elle renaît pourtant, à cause de pays comme la Chine ou le Vietnam, mais aussi à cause des différences qui existent entre les types de capitalismes.

B. De l'éternel retour à la croissance illimitée

Le sens du terme « développement » s'est complètement modifié lors de la Renaissance, approximativement à partir du XIV^e siècle (Castoriadis, 1974). Dans l'antiquité et au Moyen Âge, le « développement » était conçu sur le modèle des êtres vivants. Ces êtres se développent, atteignent un état de maturité et dépérissent. C'était bien le cas des sociétés humaines durant des millénaires, qui ont connu des cycles comprenant des périodes d'amélioration de leur situation matérielle et démographique, régulièrement suivies de périodes de déclin. Étant donné l'importance de l'agriculture dans ces périodes, ces cycles étaient essentiellement liés au

climat. Une amélioration du climat permettait l'expansion de l'agriculture, de la population et l'urbanisation. La détérioration du climat conduisait au phénomène inverse, notamment à une réduction de la taille des villes. La représentation du monde est souvent, dans ces conditions, celle de l'éternel retour.

À partir de la Renaissance, le « développement » commence à être conçu comme un processus d'amélioration continue, sans limite. La notion de développement est associée à l'idée d'une croissance indéfinie de la connaissance, qui devrait rendre les hommes « maîtres et possesseurs de la Nature » (Descartes) – même si à l'époque, les changements dans la situation matérielle étaient encore très lents. Penser de cette manière n'était pas évident, car la notion même d'infini était rejetée dans des sociétés dominées par la religion (l'infini étant un attribut de la divinité). Elle n'a été acceptée en mathématiques qu'avec Cantor, à la fin du XIX^e siècle.

Au XIX^e siècle, avec la « révolution » industrielle, la notion de développement a été associée à l'idée de progrès. Les saint-simoniens en feront même une sorte de religion, le développement de l'industrie étant considéré comme le principal vecteur du progrès. L'observation de l'amélioration du bien-être depuis le XVIII^e siècle a conduit à considérer la croissance de la productivité du travail comme la caractéristique majeure du processus de développement. La fabrication des biens et services de base (alimentation, habillement, logement), qui occupait la plus grande partie de la main-d'œuvre dans les sociétés « traditionnelles » n'en occupe plus qu'une part minimale. Moins de 3 % de la population est engagée dans la production agricole dans les pays industrialisés aujourd'hui contre plus de 80 % dans les pays à faible revenu – et cette part minimale de la population à tendance à produire des excédents qu'il faut combattre en stérilisant une partie de la terre disponible aussi bien en Amérique du Nord qu'en Europe ! La croissance illimitée de la productivité, liée à la croissance du marché, a conduit certains économistes (notamment Stuart Mill) à concevoir des économies de loisirs dans lesquelles le temps de travail pourrait être réduit au minimum.

Cette vision d'une croissance continue de la productivité était largement partagée, même par ceux qui constataient que la révolution industrielle s'était aussi traduite par un accroissement des inégalités de revenus et une paupérisation d'une partie de la population (les salaires réels ne progresseront de manière à peu près continue qu'à partir de 1860 environ).

Ces remarques montrent à quel point la notion de « développement » telle que nous la concevons aujourd'hui est une notion historiquement datée, aux profondes racines idéologiques. Même si l'on n'en fait pas une simple « croyance occidentale » comme Gilbert Rist (2001), la notion de développement apparaît en tout cas comme une notion étrangère aux sociétés « traditionnelles » (voir encadré 1.1). Axelle Kabou (1991) a soutenu que c'était une notion explicitement ou implicitement rejetée par les sociétés africaines. Même si la réalité est plus complexe (dans les pays en développement, la prospérité matérielle est souvent considérée comme positive, mais pas le mode de vie ou les valeurs des pays occidentaux), il n'y a aucune raison a priori de supposer que les sociétés traditionnelles adhèrent à cet « idéal ».

Encadré 1.1

Société traditionnelle, faits stylisés

L'économie du développement utilise souvent des catégories comme « sociétés traditionnelles » ou dans la tradition marxiste « sociétés précapitalistes », sans nécessairement décrire les caractéristiques qui constituent les « faits stylisés » de ces sociétés. En fait, les sociétés qui ont précédé le développement de la société « moderne » (capitaliste) sont très diverses.

Il est difficile d'en préciser des traits caractéristiques, car la plupart des pays en développement aujourd'hui combinent de façon presque inextricable les institutions des sociétés modernes et traditionnelles.

Quelques faits stylisés souvent mis en avant pour caractériser les sociétés traditionnelles sont les suivants :

1. La circulation des biens et services et des personnes ne se fait pas principalement sous forme de relations marchandes.

2. Pression communautaire : les droits de propriété ne sont pas définis à l'intérieur du « lignage » (ou ensemble des « ayants droit »). Il existe un devoir de solidarité sans limite au sein du lignage.

3. L'application des règles est personnalisée. Elle dépend du statut des personnes.

4. Les sociétés traditionnelles sont fortement structurées. Chacun y occupe un statut bien déterminé, par la naissance (ethnies), par l'âge (classes d'âge) ou le genre (rôles affectés en fonction du sexe de la personne). Il existe en général une forte division sociale du travail : division sexuelle (homme/femmes) et parfois en castes comme en Inde ou en Afrique de l'ouest (forgerons, griots, etc.).

5. Les anciens (le plus souvent les hommes seulement) disposent d'un statut privilégié, ils sont souvent les véritables détenteurs du pouvoir.

6. Natalité et mortalité élevées.

C. De la croissance illimitée à l'expérience des limites

Cette vision du développement reposant sur une croissance infinie est largement remise en cause. Le rapport au Club de Rome (1970) a sonné l'alarme en mettant l'accent sur la finitude des ressources naturelles sur lesquelles repose notre croissance. La conséquence en serait que le développement tel que nous le connaissons ne peut être étendu à la planète entière. Que les Chinois, les Indiens consomment comme les Nord-Américains d'aujourd'hui, et une pression intolérable s'exercerait sur les stocks de matières premières. Ces projections ont donné lieu à des visions catastrophistes, comme celle qui dès 1980 prévoyait que les chocs pétroliers conduiraient à une pression continue à la hausse sur le prix du pétrole. Le contre-choc pétrolier de 1984 n'a pas tardé à montrer le simplisme de ces approches. Toutefois, à l'époque, les pays émergents n'étaient pas encore devenus les puissances économiques d'aujourd'hui. La pression à la hausse sur les matières premières exercée, à partir du début des années 2000 par la crois-

sance chinoise et, dans une certaine mesure, indienne redonne de l'actualité à la question. Pour les économistes, elle n'est cependant pas vraiment tranchée, car la finitude physique des matières premières n'est pas synonyme de finitude économique. D'abord parce que les réserves prouvées augmentent quand les prix augmentent et que les techniques d'extraction s'améliorent. Ensuite, parce que les facteurs de production sont (au moins partiellement) substituables : de nouvelles techniques pourraient remplacer les ressources naturelles qui se raréfient.

Il n'y a que peu de doute cependant que la question du développement ne peut plus guère être pensée sans sa dimension écologique. Ceci est d'autant plus vrai que le changement climatique menace le développement de nombreux pays à faible revenu (Alexis Bonnel, 2010, Jacquemot 2013, chap. 9 et 10).

Enfin, et ce n'est pas le moins important, la décroissance démographique dans de nombreux pays industrialisés remet en cause les visions antérieures. Si le « développement » produit des sociétés dans lesquelles les individus n'ont plus la motivation nécessaire pour assurer la reproduction de la population (Japon, Allemagne, Russie, etc.), la croissance infinie du revenu par tête risque de prendre fin, non pas faute de croissance économique mais, paradoxalement, par disparition du dénominateur.

D. Du développement au développement durable

La notion de développement est souvent accolée maintenant à de nombreux adjectifs censés préciser la dimension qui la différencierait de la croissance (« développement social », « développement humain », « développement durable »). Serge Latouche (2004), qui remet en cause la notion même de développement, a beau jeu d'ironiser : que serait un développement qui ne serait pas soutenable ?

La définition la plus courante de la notion de développement durable est celle du rapport Brundtland de 1998 : le développement durable « répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité pour les générations futures de satisfaire les leurs ». Il demeure cependant difficile de combiner les approches économiques et environnementales. Certains prônent une croissance zéro pour éviter d'accroître les charges sur l'environnement (c'était déjà le cas du Club de Rome en 1975), voire la décroissance volontaire (du moins dans les pays industrialisés) (Latouche 2004).

Toutefois, les raisonnements mécanistes (le prolongement des tendances actuelles) ont déjà montré leur peu de fondements. En 1975, le rapport du Club de Rome avait construit un scénario d'épuisement progressif des matières premières conduisant à une réduction dramatique des niveaux de vie. Il est vite apparu que cette vision des choses était excessivement pessimiste (notamment parce que le concept de « réserves » de matières premières est un concept économique, relatif à un certain niveau de prix, et non un concept physique). Le contre-choc pétrolier de 1984 a apporté un démenti cinglant à ceux qui pensaient à l'époque pouvoir prédire une croissance continue des prix de l'énergie. Sur le plan économique,